



## **CSAC du jeudi 27 mars 2025**

### **Déclaration liminaire UNSA-Cefi**

Nous tenons aujourd'hui notre premier CSAC de l'année 2025, après 5 mois d'interruption. Mais depuis le début de cette année, cinq réunions de la Formation spécialisée se sont tenues, en grande partie dédiées à l'examen des DUERP et PAP des directions d'Administration centrale de notre ministère.

Il ressort, de l'examen de tous ces documents, plus ou moins complets, plus ou moins sincères, que subsistent des dysfonctionnements et un grand mal être dans certaines directions, au point que nous avons dû déclencher une procédure d'alerte pour une direction, et demander un suivi des conséquences de la restructuration du réseau de l'action sociale.

Pourquoi cette référence à la Formation spécialisée ?

Car il apparaît clairement que ces dysfonctionnements et le mal être de nos collègues sont souvent la conséquence de décisions qui ont été prises ici, en CSAC, et sur la survenue desquelles nous vous avons alertés :

- la restructuration du réseau de l'action sociale, avec des conséquences non anticipées sur la charge de travail et le quotidien des agents impactés par cette restructuration,
- le manque d'effectifs dans certaines directions, alors que d'autres se voient attribuer 50 ETP pour des missions dont on ne voit pas toujours l'utilité ni les retombées, si ce n'est pour les cabinets de conseils qui ont réussi à entrer dans l'Administration...

Aujourd'hui, nous allons examiner des dossiers importants.

- Le budget de notre Administration centrale, avec ses conséquences sur la qualité de vie au travail de nos collègues.
- La « renaissance » d'une sous-direction, sacrifiée en 2019 sur l'autel de la restructuration de la DGE, qui se voulait être un modèle et a été en grande partie un fiasco. Certains des agents qui ont vécu cette période sont encore en souffrance et en quête de sens six ans après.

- Le rapport social, qui représente un énorme travail des équipes de SRH et s'enrichit au fur et à mesure de nos demandes de précisions. Ce RSU donne beaucoup de chiffres utiles pour connaître notre Administration centrale, mais ne permet pas de mesurer la Qualité de vie au travail et le mal être qui semble malheureusement gagner de plus en plus de nos collègues.

Ce CSAC nous propose de voter sur un seul dossier, celui de la DGE, ce qui nous alerte sur le fait qu'il ne faudrait pas que notre instance ne soit plus un lieu de concertation mais principalement d'information, en clair une chambre d'enregistrement des décisions de l'Administration.

Enfin, nous attendons toujours de l'Etat qu'il rehausse de façon significative la rémunération et les taux de promotion, notamment pour nos collègues des catégories B et C.

Nous attendons également que Bercy revoie en profondeur le statut et les perspectives de carrière de nos collègues de la filière technique, qui sont essentiels pour la bonne marche de notre ministère, notre confort et notre sécurité au quotidien, mais souffrent d'un manque de reconnaissance de leur travail et de leur engagement.

Je vous remercie.